
**hommes
& migrations**

Hommes & migrations

Revue française de référence sur les dynamiques migratoires

1291 | 2011
Diasporas sri lankaises

La participation des Tamouls à la vie politique française

Entretien avec Stéphane Gatignon, maire de Sevran et conseiller régional d'Île-de-France

Anthony Goreau-Ponceaud



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/670>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.670

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2011

Pagination : 22-24

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Anthony Goreau-Ponceaud, « La participation des Tamouls à la vie politique française », *Hommes & migrations* [En ligne], 1291 | 2011, mis en ligne le 31 décembre 2013, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/670> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.670

La participation des Tamouls à la vie politique française

Entretien avec Stéphane Gatignon, maire de Sevrans et conseiller régional d'Île-de-France

réalisé par Anthony Goreau-Ponceaud,
maître de conférences à l'université de Bordeaux-IV, UMR ADES CNRS

Anthony Goreau-Ponceaud : Quel regard portez-vous sur la communauté sri lankaise en France et plus particulièrement à Sevrans ?

Stéphane Gatignon : Cette population est dynamique, déjà à Sri Lanka. Les Tamouls sont des réfugiés politiques, généralement issus de professions libérales et intellectuelles. À leur arrivée en France, ils se sont investis très tôt dans la vie locale : qu'elle soit économique, avec des magasins, ou scolaire. À l'école, leurs enfants sont souvent les premiers de la classe et parlent plusieurs langues. Dans les quartiers, ce sont eux qui tirent les classes vers le haut.

A. G.-P. : Que pensez-vous de l'investissement de certains membres de cette communauté dans la scène politique française⁽¹⁾ et plus particulièrement au sein d'Europe Écologie ? Je tiens à préciser que ce n'est pas une question polémique⁽²⁾.

S. G. : La vision plutôt assimilationniste que l'on a pu avoir en France est un peu passée. On construit des métropoles où la France cosmopolite doit l'emporter. J'incite ces populations qui viennent des quatre coins du monde à entrer dans la vie politique. La plupart sont aujourd'hui de nationalité française, leurs enfants sont nés en France, et ils forment une sorte d'élite de demain, ce qu'on a pu appeler auparavant "l'élite républicaine". Les jeunes Tamouls – les jeunes et les moins jeunes d'ailleurs – ont des vraies capacités à participer à la vie politique française. J'allais dire qu'ils soient de gauche ou de droite. De toute façon, les questions qui se posent à Sri Lanka en termes d'écologie, on l'a vu avec le tsunami, s'adressent aujourd'hui à tout le monde. Il est intéressant qu'ils s'investissent aussi dans Europe Écologie. En effet, le règlement des problèmes à l'échelle de la planète dépend de l'équilibre du monde et de la paix dans certaines régions. Car les conflits régionaux, comme celui à Sri Lanka, risquent d'avoir des répercussions beaucoup plus larges.

A. G.-P. : Pourquoi vous êtes-vous investi pour la cause tamoule (à titre personnel, mais également en tant que membre d'Europe Écologie-Les Verts) ?

S. G. : On ne peut pas s'en tenir à une simple solidarité avec une cause qui est à 5 000 kilomètres d'ici. Quand la guerre a été lancée contre les populations civiles, j'ai participé autant que j'ai pu à la structuration du mouvement, pour aider les migrants tamouls à s'exprimer, à avancer dans leurs revendications politiques, etc. Je pense qu'il y a en France une incompréhension totale de ce qui se passe là-bas, des enjeux du conflit au niveau régional et de ses répercussions ici. Ensuite, il faut que les Tamouls prennent conscience que dans un département comme la Seine-Saint-Denis, où ils sont plus de 30 000, les jeunes sont l'avenir de cette "métropole parisienne".

A. G.-P. : On a souvent décrit la communauté tamoule française comme étant fortement politisée, avec des associations dont la filiation avec les LTTE était plus ou moins admise. À votre avis la fin du conflit à Sri Lanka, qui correspond également à une baisse de la radicalisation politique, est-elle porteuse de nouvelles opportunités pour définir la communauté tamoule française sur la base d'expériences différentes ?

S. G. : Beaucoup d'enfants de commerçants tamouls actifs sur le plan local fréquentent l'université et les grandes écoles. Dans cinq à dix ans, ils seront à des postes de responsabilités, que ce soit dans des entreprises, dans la fonction publique, dans des métiers comme médecins – Shalini⁽³⁾ va être chirurgien –, avocats, etc. Ces jeunes d'origine tamoule vont donc faire leur entrée dans la société française. Ou alors, si on ne le permet pas, ils iront ailleurs, au Canada, en Australie.

Cette communauté, notamment la première génération, pensait retourner un jour à Sri Lanka. C'est de moins en moins le cas aujourd'hui. Il faut donc lui offrir la possibilité de rester et de s'ouvrir à la société française. Il s'agit de permettre aux différentes communautés d'exister aussi et d'abord en politique, comme levier du pouvoir. Cela pose un vrai problème, pour les Tamouls mais également pour la société française dans son ensemble, notamment en banlieue. Voyez à l'Assemblée nationale ou au conseil régional, il n'y a que des Blancs. Observez la vie politique : il n'y a que des quinquagénaires ou des sexagénaires, presque tous blancs. Aujourd'hui, la crise politique vient de ce que le monde politique, y compris militant, n'est pas ancré dans la société. Par conséquent, une communauté comme les Tamouls, pourtant dynamique, n'a pas sa place dans le monde politique. En France, il y a 65 millions d'habitants. Si vous regardez le spectre politique, de l'extrême droite à l'extrême gauche, et tous les congrès qu'on a organisés au niveau national depuis six mois, il n'y a jamais plus de 250 000 à 300 000 participants, et il y a 500 000 élus en France. Si 300 000 personnes

participent à la définition de ce que pourrait être l'avenir du pays, et si la France compte 500 000 élus, il y a quelque chose qui ne va pas quelque part !

A. G.-P. : Que pensez-vous du communautarisme ?

S. G. : Mon discours a deux dimensions. D'une part, quand on vient des quatre coins du monde et qu'on se retrouve dans une ville étrangère, on va d'abord vers les gens qui nous ressemblent, dont on connaît les racines, la culture, etc. Donc, nous devons travailler avec les communautés. Quand je parle de la culture de notre territoire, notamment la métropole parisienne, elle comprend un bout de la culture tamoule. D'autre part, il s'agit de parvenir à dépasser les associations communautaires afin de créer quelque chose de commun à l'échelle d'une ville. À Sevrans, il y a 73 nationalités. 300 à 400 familles tamoules sur la commune et approximativement 30 000 Tamouls en Seine-Saint-Denis. On est l'un des seuls endroits où un monument rappelle le génocide des Tamouls, donc les gens en parlent, connaissent Sevrans.

A. G.-P. : Revenons à la question de la radicalisation politique et à la fin du conflit à Sri Lanka.

S. G. : Pour moi, la radicalisation politique des Tigres n'a pas été bien loin. On a quand même un peuple qui s'est fait écraser. Mais à aucun moment les ambassades sri lankaises n'ont été attaquées dans le monde, hormis en Inde peut-être. On aurait pu imaginer qu'une frange de la jeunesse notamment se radicaliserait et passerait à l'action directe, y compris en France, ce qui n'a pas été le cas. Aujourd'hui, le cadre politique de leur lutte a changé. Il faut que les Tamouls trouvent leur propre mode d'intervention politique à Sri Lanka comme à l'extérieur du pays. Les familles en France doivent comprendre qu'elles font partie de la communauté française. En scolarisant leurs enfants, elles se donnent toutes les chances d'une ascension sociale. ■

Notes

1. Cet investissement politique peut être mesuré notamment par l'implication de certains membres de la communauté dans la vie politique locale. En Île-de-France, 7 candidats d'origine sri lankaise ont été élus aux dernières élections municipales et sont devenus conseillers municipaux. Cet investissement s'inscrit principalement dans des partis politiques de gauche (PC et PS en particulier). Autre détail important, sur ces 7 candidats, 6 sont des femmes.

2. Le 30 septembre 2010, à la veille de la clôture des inscriptions pour participer au processus de fusion des Verts et d'Europe Écologie, quelque 400 adhésions (dont 200 émanant de la communauté tamoule de Sevrans) étaient arrivées au siège de manière groupée avec un chèque collectif ou du liquide. Cet événement avait généré une vive polémique au sein d'Europe Écologie, les dirigeants internes suspectant immédiatement une adhésion "clientéliste" pour faire plaisir à Stéphane Gatignon, ardent défenseur de la communauté tamoule.

3. Shalini Sakthithasan est la secrétaire générale de la Maison du Tamil Eelam (MTE) France.